Conseil communal de Lausanne

Commission n° 38

Chargée de l'examen de l'examen du postulat de M. Louis Dana et consorts – « Correspondants de nuit : 10 ans, l'âge de raison ? »

Présidence :	Mme Eliane AUBERT (PLR)
Membres présents :	M. Olivier BLOCH (PLR), M. Paulraj KANTHIA (PLR), M. Louis DANA (Soc.), Mme Lana CUETO (Soc.), Mme Pretti DAMON (Soc.), M. Yusuf KULMIYE (Soc.), Mme Nathalie CARRUEL (Les Verts, remplace Mme Sima DAKKUS), Mme Anne BERGUERAND (Les Verts), Mme Valérie D'ACREMONT (Les Verts), Mme Virginie CAVALLI (Vert'lib), M. Valentin CHRISTE (UDC).
Membres excusés :	Mme Léonie KOVALIV (EàG).
Représentante de la Municipalité :	M. Pierre-Antoine HILDBRAND, directeur SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE.
Invité-e(-s) :	Mme Cindy FELLELY, Secrétaire générale de la Direction de la sécurité et de l'économie de la Ville de Lausanne.
Notes de séances	M. Léopold TSCHANZ

Lieu : Salle du Conseil communal.

Date : 18.11.2024 - Début et fin de la séance : 17h05 – 17h32.

Discussion générale

Le postulant rappelle que cela fera 10 ans en 2025 que le projet-pilote des correspondants de nuit lausannois (CN) a été lancé. Ce projet avait reçu un soutien énorme et rare de l'ensemble du Conseil communal. Depuis 9 ans, c'est une unité qui fait un travail exceptionnel avec les moyens dont elle dispose et sur laquelle le monde de la nuit, la Ville de la Lausanne et les citoyen-ne-s lausannois peuvent compter. C'est très important que cela se poursuive et que cela puisse être amélioré (après 10 ans). Les CN représentent une unité qui s'occupe de l'espace public parmi d'autres et Il précise que son postulat ne cherche pas à amoindrir les ressources qui sont à disposition de la police, du social et du monde associatif.

Son postulat comporte deux demandes ciblées : 1) une adaptation du taux d'activité si demande est faite par les CN. 2) Une flexibilisation des lieux d'intervention au bénéfice de tous les quartiers de Lausanne. Dans le préavis cité en pied de page de son postulat¹, il avait été mentionné de pouvoir avoir recours à un numéro de téléphone (du type 0800 ou par l'intermédiaire de la centrale d'engagement de police-secours) pour dépêcher des CN qui ont une analyse autre que celle de la Police municipale. Les CN font de la médiation urbaine et cherchent la désescalade en présence de situations qui pourraient dégénérer. La revalorisation salariale des CN pourrait également être une option, Selon lui, on n'a pas fait grand-chose pour eux depuis qu'on leur a donné de nouvelles vestes il y a quelques années.

¹ Préavis N° 2017/23 du 15 juin 2017 intitulé : « Contribution à la sécurité dans les espaces publics et extension du rôle des Correspondants de nuit lausannois ».

Conseil communal de Lausanne

Pour un commissaire, il ne semble pas qu'on ait à disposition beaucoup de données relatives à la situation générale de l'unité des CN depuis sa création et relatives aux prestations qu'ils fournissent (sous la forme d'un rapport d'activité par exemple). Par rapport à l'affirmation du postulat selon laquelle l'unité des CN est « un outil essentiel pour la pacification urbaine et la désescalade », il dit qu'il ne sait pas très bien sur quelles bases elle a été formulée. Il concède que les moyens à disposition des CN sont restés relativement modestes. Au-delà de ça, il s'interroge sur les demandes concrètes du postulat puisque ce dernier parle d'une extension des horaires « si une demande devait être formulée par les membres de cette unité » ; il faudrait poser le problème dans l'autre sens, c'est-à-dire en demandant : « y a-t-il un besoin du côté de la Ville d'étendre les horaires de cette unité (selon les tâches ou autre) ? » Selon lui, force est de constater que pour la présente Commission et, par extension, le Conseil communal, il est difficile de se prononcer sur cette question avant d'avoir eu des réponses ou des éclaircissements quant à la plus-value que cette unité apporterait, au-delà des considérations purement politiques.

Il peut concevoir une utilité de l'unité des CN dans les quartiers, comme cela a été dit, mais il est difficile de se prononcer sur la pertinence d'étendre ce dispositif dans les quartiers sans avoir des données plus affinées. Selon lui, il aurait peut-être été utile dans un premier temps de demander un rapport complet sur l'actualité de l'activité des CN ainsi que sur le point de vue de la Municipalité concernant la pertinence d'étendre (ou non) ce dispositif.

Un commissaire se pose aussi la question de l'augmentation des heures si les CN le demandent. Selon lui, il vaudrait mieux parler de besoins et de nécessité. En outre, il trouve que l'idée du numéro (0800) était une bonne idée et conclut que toutes ces questions pourraient être traitées dans la réponse au postulat.

Monsieur le Municipal explique que les 12 personnes qui se répartissent de manière égalitaire les rôles au sein de l'unité des CN jouent un rôle très important dans les soirées lausannoises. Les questions qui sont posées dans le postulat méritent un bilan et comment leur activité s'articule avec les interventions policières. Il y a évidemment des interactions entre ce que fait la brigade « vie nocturne et prévention du bruit » et ce que font les CN en lien avec les fêtes ou manifestations. Ce sont des éléments qu'il conviendra de conventionner à l'intérieur des dispositifs sécuritaires lausannois, avec également tout le travail qui va être fait avec la centrale vaudoise de Police ; il y a en effet des gens qui appellent pour des motifs d'urgence, d'autres pour du bruit. Face à cela, la Direction de la Sécurité de la Ville doit pouvoir donner des réponses très claires sur les modes d'engagement des CN selon les tâches. Pour la question du temps de travail des CN, il rappelle qu'à l'époque il avait mentionné le fait que toutes les études médicales montrent qu'il n'est pas sain de travailler de nuit et que, par conséquent, le métier de CN est un métier que l'on devrait exercer seulement pendant une période de sa vie.

Le postulant déclare ses intérêts en disant qu'il fait partie du Conseil de fondation du Festival de la Cité et cette année a été la première année où les CN ont eu des contacts étroits avec le Festival de la Cité. Leur présence a fait bouger les lignes, ces derniers ont eu une vraie plus-value sur l'ambiance générale du festival.

Pour lui, c'est aussi un signal envoyé de sa part à la Municipalité pour avoir, 7 ans plus tard, un rapport avec des détails, des chiffres, des conclusions et des réponses à ce postulat. La proposition du 0800 apparaissait dans le préavis qui leur avait été soumis en 2016 et il n'a pas de problème avec le fait qu'aujourd'hui on lui dise qu'il n'y a aucune utilité à cela ; or, si on lui dit que cela peut avoir une utilité d'avoir un numéro des CN vers lequel certains appels

Conseil communal de Lausanne

initialement adressés à Police-secours (117) sont redirigés, alors pourquoi pas, cela pourrait être une solution. Sur le fait qu'il n'est pas sain de travailler de nuit, il propose alors au Service de faire travailler les CN de jour et de changer le nom de cette unité ; ainsi, le travail de pacification s'étendra aussi à la journée.

Une commissaire constate que le postulat fait référence à des recommandations de 2016-2017 qui n'ont pas été suivies et il serait intéressant de savoir pourquoi ces recommandations n'ont pas été suivies. Avoir un rapport-préavis en réponse à ce postulat permettra de matérialiser l'action de cette unité et d'avoir un bilan du nombre d'interventions ainsi qu'une analyse de l'impact concret de cette unité (CN) sur la criminalité, sur la prévention de certains abus de substances, etc. Il est important d'avoir un tel bilan avant de pouvoir dire si l'on veut renforcer cette unité.

Une commissaire serait satisfaite d'une réponse simple et succincte de la Municipalité à ce postulat ; selon elle, avoir un gros rapport sur le nombre d'interventions n'est pas souhaitable. De plus, mesurer l'impact de l'activité des CN est difficile à faire, par conséquent, demander l'avis des principaux concernés, comme indiqué dans le postulat, est le meilleur moyen de savoir si c'est une bonne stratégie d'augmenter leurs horaires et leurs effectifs.

Un commissaire est étonné par ces propos, il serait assez circonspect si les seuls retours qui devaient être faits au Conseil communal pour qu'il puisse se prononcer sur la pertinence d'étendre un dispositif venaient de la part des principaux concernés eux-mêmes.

Pour une commissaire, les CN effectuent un travail important et notamment dans les quartiers de la Ville. En tant que présidente de la Société de développement de Boveresses², elle a constaté que les CN y interviennent et y sont nécessaires. Dans le même quartier interviennent aussi les travailleurs sociaux hors murs³ (TSHM) et elle se demande s'il n'y aurait pas un double emploi avec eux. Elle demande également dans quelle classe salariale sont les CN (par rapport à d'autres notamment), sachant que le postulant demande une revalorisation des CN.

Monsieur le Municipal répond que les CN sont en classe 4, sachant que la classe la moins payée est 1 et que la mieux payée est 16 ; les travailleurs sociaux hors murs (qui ne relèvent pas de la Direction Sécurité et Économie mais de la Direction de l'Enfance, Jeunesse et Quartier) sont mieux « classés » étant donné que ces derniers doivent suivre une formation en HES, tandis qu'il n'y a pas d'exigence de formation spécifique pour les CN. Par conséquent, d'un côté il y a un métier qui est défini, reconnu et nécessitant un diplôme – les TSHM – et d'autre part, les CN, qui ont des parcours dans les domaines sanitaire, social et sécuritaire, parcours qui ne requiert pas de diplôme (pour être intégré. Pour l'intervention sur le terrain des TSHM et des CN, il est évident que leurs tâches sont différentes étant donné leurs formations respectives. Pour les règles d'intervention des TSHM, il y a une notion d'adhésion libre, de prise en compte d'un certain nombre de phénomènes en se mettant à disposition des intéressés pour construire quelque chose avec eux. Le travail des CN est beaucoup plus de l'ordre de l'intervention préventive par rapport à des situations qui pourraient dégénérer. Il rappelle que les CN ont pour mission de rappeler les bonnes

² Pour plus d'informations : <http://www.quartierboveresses.ch>

³ Voir : <https://www.lausanne.ch/vie-pratique/enfance-jeunesse-famille/jeunesse/delegation-jeunesse/travail-social-hors-murs.html>

Conseil communal de Lausanne

pratiques et signaler que d'autres intervenants peuvent intervenir. Les CN n'ont pas de pouvoir de sanction mais sont là pour un rappel des règles visant à canaliser la situation.

Conclusions de la commission

Le postulat est renvoyé à la Municipalité par :

10 oui

0 non

2 abstentions

Lausanne, le 17 décembre 2024

La rapportrice : Eliane Aubert